



Pôle Investissements

Direction des Travaux et de l'Architecture

Direction des Achats, de la Logistique et du  
Biomédical

## Cahier des Clauses Administratives Particulières

### **GHT DE BRETAGNE OCCIDENTALE – CHU DE BREST MAINTENANCE PREVENTIVE ET CORRECTIVE DES SYSTEMES DE SECURITE INCENDIE - SSI**

Pouvoir adjudicateur / acheteur :

**C.H.U de BREST**

Etablissement support du GHT de Bretagne Occidentale

2 avenue Foch

29609 BREST CEDEX

Rédacteur : L. TREBAOL

Date : 01/12/2025

Référence : 2025DTA0069

## Table des matières

<b>1.</b>	<b>OBJET DES ACCORDS-CADRES .....</b>	<b>4</b>
1.1.	OBJET DES ACCORDS-CADRES .....	4
1.2.	ALLOTISSEMENT .....	4
1.3.	TRANCHE OPTIONNELLE (TO) .....	4
1.4.	PRESTATION SUPPLEMENTAIRE EVENTUELLE (PSE) .....	4
<b>2.</b>	<b>PROCEDURE ET FORME DU MARCHE .....</b>	<b>4</b>
<b>3.</b>	<b>DUREE .....</b>	<b>5</b>
<b>4.</b>	<b>MODALITES D'EXECUTION .....</b>	<b>5</b>
4.1.	FORME ET TENEUR DES DEVIS – BONS DE COMMANDE .....	5
4.1.1.	PRESTATIONS AUX FORFAITS .....	5
4.1.2.	PRESTATIONS SUR BPU.....	6
4.2.	FORME ET NOTIFICATION DES COMMANDES.....	6
<b>5.</b>	<b>DISPOSITIONS GENERALES .....</b>	<b>6</b>
5.1.	PLAN DE PREVENTION ET CONTROLE TECHNIQUE .....	6
5.2.	SOUS-TRAITANCE .....	6
5.3.	ASSURANCES .....	7
5.4.	ENVIRONNEMENT HOSPITALIER .....	7
5.5.	MODIFICATION DE L'ACCORD-CADRE .....	7
5.6.	FORME DES NOTIFICATIONS ET DES INFORMATIONS .....	8
<b>6.</b>	<b>DOCUMENTS CONTRACTUELS .....</b>	<b>8</b>
<b>7.</b>	<b>PRIX ET REGLEMENT .....</b>	<b>9</b>
7.1.	FORME DES PRIX .....	9
7.1.1.	PRESTATIONS REMUNEREES AU FORFAIT SELON LA DPGF ET L'EPF .....	9
7.1.2.	PRESTATIONS REMUNEREES PAR PRIX DU BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES (BPU).....	9
7.2.	TAUX DE TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE.....	10
7.3.	REVISION – DISPOSITIONS COMMUNES – CLAUSE BUTOIR .....	10
7.4.	REVISION DES PRESTATIONS DE LA DPGF ET DE L'EPF .....	10
7.5.	AVANCES ET ACOMPTES.....	11
7.6.	MODALITES DE REGLEMENT .....	12
7.6.1.	PROCEDURE DE DEMANDE DE PAIEMENTS DES PRESTATIONS FORFAITAIRES .....	12
7.6.2.	PROCEDURE DE DEMANDE DE PAIEMENTS DES PRESTATIONS SUR COMMANDE AU BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES (BPU) .....	12
7.6.3.	PROCEDURE DE REGLEMENT DES FACTURES .....	13
7.7.	INTERETS MORATOIRES .....	14
7.8.	REMUNERATION DES SOUS-TRAITANTS.....	15
7.9.	PERMANENCE ET CONTINUITE DES PRESTATIONS .....	15
7.10.	REMISE EN ETAT DES INSTALLATIONS EN FIN DE MARCHE .....	15
7.11.	AUTRES DISPOSITIONS GENERALES .....	15
<b>8.</b>	<b>ADMISSION - GARANTIE .....</b>	<b>15</b>
	LES DISPOSITIONS DU CCAG-FCS S'APPLIQUENT Y COMPRIS POUR LA PERIODE DE GARANTIE SAUF DISPOSITIONS CONTRAIRES PREVUES AU CCTP. ....	15
<b>9.</b>	<b>DELAI DE REALISATION – PENALITES .....</b>	<b>15</b>
<b>10.</b>	<b>RESILIATION DU MARCHE .....</b>	<b>16</b>
10.1.	RESILIATION A L'INITIATIVE DU POUVOIR ADJUDICATEUR.....	16
10.2.	RESILIATION A L'INITIATIVE DE L'UNE OU L'AUTRE DES PARTIES.....	17
10.2.1.	MODIFICATION SIGNIFICATIVE DES CONDITIONS D'EXPLOITATION .....	17
10.2.2.	CAS DE FORCE MAJEUR .....	17
<b>11.</b>	<b>CONTENTIEUX .....</b>	<b>17</b>
<b>12.</b>	<b>DEROGATIONS AU CCAG-FCS.....</b>	<b>18</b>
<b>13.</b>	<b>COMPTABLES ASSIGNATAIRES .....</b>	<b>18</b>

LE **GHT DE BRETAGNE OCCIDENTALE (GHT BO)** EST COMPOSE DES ETABLISSEMENTS SUIVANTS :

LE CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE BREST  
2 AVENUE FOCH – 29609 BREST CEDEX

LE CENTRE HOSPITALIER DE CROZON  
RUE THEODORE BOTREL – BP 9 – 29160 CROZON

LE CENTRE HOSPITALIER DE LANDERNEAU  
1 ROUTE DE PENCRAN LAVALLOT – 29207 LANDERNEAU CEDEX

LE CENTRE HOSPITALIER DE LANMEUR  
9 RUE TRAON BEZEDEN – 29620 LANMEUR

LE CENTRE HOSPITALIER DE LESNEVEN  
RUE BARBIER DE LESCOAT – 29260 LESNEVEN

LE CENTRE HOSPITALIER DES PAYS DE MORLAIX  
15 RUE DE KERSAINT-GILLY – 29672 MORLAIX CEDEX

LE CENTRE HOSPITALIER DE SAINT RENAN  
17 RUE DE BREST – 29290 SAINT RENAN

L'HOPITAL D'INSTRUCTION DES ARMEES (HIA) CLERMONT-TONNERRE  
DOTE D'UN STATUT DE MEMBRE ASSOCIE  
RUE DU COLONEL FONFERRIER – CC41 – 29240 BREST CEDEX 9

A CE TITRE, LE POUVOIR ADJUDICATEUR (ACHETEUR AU SENS DU CCAG-FCS) EST L'ETABLISSEMENT SUPPORT DU GHT SOIT POUR LE GHT DE BRETAGNE OCCIDENTALE :

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE BREST (CHU DE BREST)  
2 AVENUE FOCH – 29609 BREST CEDEX

Le Centre Hospitalier Universitaire de Brest assure l'ensemble de la procédure de passation du marché/accord-cadre et des avenants (article R6132-16 du Code de la santé publique). Il est chargé de signer l'accord-cadre, les avenants et de les notifier.

Chaque établissement partie – en dehors de l'HIA Clermont-Tonnerre – exécute les marchés / accords-cadres issus de la consultation.

## 1. OBJET DES ACCORDS-CADRES

### 1.1. OBJET DES ACCORDS-CADRES

La présente consultation a pour objet la conclusion pour chaque lot de la consultation d'un accord-cadre en vue de l'exécution de prestations de maintenance préventive et corrective des systèmes de sécurité incendie (SSI) pour le compte d'établissements du Groupement Hospitalier de Territoire de Bretagne Occidentale (GHT BO).

La description des prestations attendues et leurs spécifications techniques sont détaillées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) commun à l'ensemble des lots.

### 1.2. ALLOTISSEMENT

Le présent cahier des clauses administratives particulières est commun à l'ensemble des lots de la consultation (4 lots). Le détail de l'allotissement ainsi que les sites concernés sont détaillés ci-dessous :

Lot n°	Libellé du lot
1	Maintenance préventive et corrective des systèmes de sécurité incendie de marque DEF des établissements de Brest et sites annexes – Carhaix – Lanterneau – Lesneven – Morlaix
2	Maintenance préventive et corrective des systèmes de sécurité incendie de marque SIEMENS des établissements de Brest et sites annexes – Lanmeur – Morlaix
3	Maintenance préventive et corrective des systèmes de sécurité incendie de marque ESSER des établissements de Carhaix (cuisine) – Crozon – Lesneven – Saint Renan
4	Maintenance préventive et corrective des systèmes de sécurité incendie de marque CHUBB des établissements de Brest (Moissan) – Lesneven – Morlaix

La liste des sites et bâtiments gérés par le CHU de Brest et par les établissements partie du GHT de Bretagne Occidentale, lieux d'exécution des prestations objet des accords-cadres, pourra évoluer pendant la période d'exécution.

### 1.3. TRANCHE OPTIONNELLE (TO)

La consultation ne comporte pas de tranche optionnelle.

### 1.4. PRESTATION SUPPLEMENTAIRE EVENTUELLE (PSE)

La présente consultation comporte des prestations supplémentaires éventuelles comme précisé au règlement de consultation (article 9).

## 2. PROCEDURE ET FORME DU MARCHÉ

La procédure choisie pour cette consultation est l'appel d'offres ouvert en application de l'article R.2124-1 et 2124-2 du Code de la Commande Publique (version consolidée au 1er avril 2019).

Il sera conclu pour chaque lot un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande avec un montant maximum, comme indiqué ci-après.

<b>Lot n°</b>	<b>Libellé du lot</b>	<b>Montant maximum HT sur la durée totale de l'accord-cadre pour l'ensemble des établissements concernés par le lot</b>
1	Maintenance préventive et corrective des systèmes de sécurité incendie de marque DEF des établissements de Brest et sites annexes – Carhaix – Lanterneau – Lesneven – Morlaix	2 000 000,00 € HT
2	Maintenance préventive et corrective des systèmes de sécurité incendie de marque SIEMENS des établissements de Brest et sites annexes – Lanmeur – Morlaix	2 400 000,00 € HT
3	Maintenance préventive et corrective des systèmes de sécurité incendie de marque ESSER des établissements de Carhaix (cuisine) – Crozon – Lesneven – Saint Renan	800 000,00 € HT
4	Maintenance préventive et corrective des systèmes de sécurité incendie de marque CHUBB des établissements de Brest (Moissan) – Lesneven – Morlaix	400 000,00 € HT

Pour chaque type de prestations, chaque établissement adressera des bons de commande au titulaire de l'accord-cadre.

### **3. DUREE**

L'accord-cadre prend effet conformément à la date indiquée sur la lettre de notification.

Le début d'exécution débute à l'issue de la période de préparation du marché (cf. CCTP) pour une durée de 4 ans, le 1<sup>er</sup> janvier 2027.

Les prestations ne sont facturées qu'à compter de la date de début d'exécution des prestations.

Le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 10 du présent CCAP.

### **4. MODALITES D'EXECUTION**

Chaque établissement membre du GHT de Bretagne occidentale émettra les bons de commande se rapportant à son établissement.

Pour le CHU de Brest, la personne habilitée à signer les bons de commande est le Directeur des travaux et de l'Architecture du CHU ou son représentant.

Pour les autres établissements du GHT, la personne habilitée à signer les bons de commande est le Directeur de l'établissement ou son représentant, pour le CHP de Morlaix : le Directeur des Approvisionnements, de la Logistique et des Travaux.

#### **4.1. FORME ET TENEUR DES DEVIS – BONS DE COMMANDE**

##### **4.1.1. PRESTATIONS AUX FORFAITS**

Les quatre lots comportent des prestations au forfait.

Ces prestations ne font pas l'objet de devis à établir par le titulaire en vue de l'émission des bons de commande par l'établissement.

Les bons de commandes pour chaque forfait sont adressés trimestriellement par chaque établissement. Un bon de commande peut regrouper plusieurs sites ou l'établissement peut établir un bon de commande par site.

#### **4.1.2. PRESTATIONS SUR BPU**

Pour les prestations sur BPU définies au CCTP, le titulaire établira un devis sur la base des prestations listées au Bordereaux des Prix Unitaires (BPU).

Ce devis comportera obligatoirement les informations suivantes :

- Objet des prestations,
- Durée des prestations sur les bases des coûts horaires du BPU
- Forfait de déplacement,
- Pourcentage de remise sur les pièces détachées (le titulaire devra fournir le justificatif du prix d'achat à l'appui du devis)
- Délai de réalisation des prestations : date de début d'intervention et date de fin d'intervention
- Total HT de la prestation, montant de la TVA et montant TTC qui en résulte.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

#### **4.2. FORME ET NOTIFICATION DES COMMANDES**

Les bons de commande sont transmis prioritairement par courriel.

A cet effet, le titulaire transmettra une adresse de messagerie électronique valide (si possible générique et non nominative) pendant toute la durée du marché.

En cas de changement d'adresse mail, le titulaire devra en informer chaque établissement immédiatement.

Le titulaire ne pourra se prévaloir d'un changement d'adresse mail pour contester les délais dans le cas où il n'informerait pas les établissements du changement.

### **5. DISPOSITIONS GENERALES**

#### **5.1. PLAN DE PREVENTION ET CONTROLE TECHNIQUE**

Conformément au décret 92-158 du 20 février 1992 et de l'article L 231-1 du code du travail, un plan de prévention sera dûment établi entre le titulaire et chaque établissement partie à l'accord-cadre pendant la période de préparation du présent accord-cadre.

Il devra être signé par les 2 parties avant le démarrage des prestations objets du présent accord-cadre.

#### **5.2. SOUS-TRAITANCE**

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée par l'établissement concerné (pièces administratives à fournir identiques à celles fournies par le titulaire) et se conformer aux dispositions du présent C.C.A.P. et ses conditions de paiement agréées par la personne responsable de l'accord-cadre.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondant est possible en cours d'accord-cadre selon les modalités définies au CCAG-FCS.

Le titulaire devra fournir pour chaque sous-traitant pressenti :

- DC2,

- DC4 signé du titulaire et du sous-traitant,
- extrait Kbis de moins de trois mois,
- attestations d'assurance à jour pour l'année en cours,
- attestation de régularité fiscale de moins de six mois,
- attestation de déclarations sociales de moins de six mois,
- RIB.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation de l'accord-cadre aux frais et risques de l'entreprise titulaire de l'accord-cadre selon les modalités définies dans le CCAG-FCS.

#### Tâches essentielles :

**Les tâches essentielles suivantes doivent être exécutées par le titulaire et ne peuvent faire l'objet de sous-traitance :**

- Réponse aux demandes d'interventions,
- Transmission des devis,
- Coordination des interventions avec le pouvoir adjudicateur et les établissements exécutant l'accord-cadre.
- Maintenance préventive et corrective des équipements SSI de niveau III et IV,
- Opérations de paramétrage, de mise à jour logicielle, de configuration système et de télémaintenance,

### **5.3. ASSURANCES**

Dans un délai de sept jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire du marché ainsi que ces cotraitants éventuels doivent justifier au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie qu'ils ont contracté une assurance auprès d'une compagnie agréée garantissant sa responsabilité civile pour dommages de toute natures causés aux tiers du fait d'accidents ou d'incendies :

- par son personnel salarié en activité de travail,
- par ses matériels d'industrie, de commerce, d'entreprise ou d'exploitation,
- du fait d'un événement engageant la responsabilité de l'entreprise après admission.

Le titulaire devra transmettre tous les 6 mois ladite attestation.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la date de la réception de la demande.

### **5.4. ENVIRONNEMENT HOSPITALIER**

Il y a lieu d'attirer l'attention du candidat sur les faits suivants :

- La nécessité de respecter le repos des malades d'une façon absolue entre 19h00 et 07h00 ;
- La nécessité d'éviter l'emploi de produits toxiques ou dangereux ;
- La nécessité d'une discipline stricte sur le lieu de travail.

Par ailleurs, le personnel employé par le titulaire sera soumis au règlement intérieur de l'établissement et au secret professionnel.

### **5.5. MODIFICATION DE L'ACCORD-CADRE**

#### Clause de réexamen :

Le présent accord-cadre pourra faire l'objet d'un réexamen et d'une contractualisation par voie d'avenant dans les cas ci-dessous présentés (liste non exhaustive) sans modification substantielles des conditions initiales

- dans les installations (ajout ou suppression),

- dans les délais d'intervention modifiant les conditions initiales des prestations du marché,
- dans les clauses de variation de prix (cf. article 7.3 ci-dessous)
- dans les modalités d'exécution du marché quelles qu'elles soient

#### Modification unilatérale :

La modification unilatérale de l'accord cadre pourra être réalisée à l'initiative du pouvoir adjudicateur si les modifications ne modifient pas substantiellement l'accord cadre et/ou n'en bouleversent pas l'équilibre financier.

En cas de changement important dans la structure de l'entreprise, entraînant ou non la création d'une nouvelle personne morale, le titulaire s'engage à en informer le responsable de l'accord-cadre en vue de la contractualisation par voie d'avenant.

Toute modification de domiciliation bancaire (différente de celle indiquée à l'acte d'engagement) devra être notifiée par écrit et transmise à l'adresse suivante :

C.H.U. DE BREST  
Direction des Achats, de la Logistique et du Biomédical – Bâtiment 1  
Cellule des Marchés – Achats généraux  
2 avenue Foch – 29609 BREST cedex

### **5.6. FORME DES NOTIFICATIONS ET DES INFORMATIONS**

Conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS, la notification au titulaire des décisions ou informations, faisant courir un délai ou ne faisant pas courir de délai, pourra notamment être faite par messagerie électronique ou par le biais d'une notification reçue de la plateforme PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

A cet effet, le titulaire transmettra une adresse de messagerie électronique valide (si possible générique et non nominative) pendant toute la durée du marché.  
En cas de modification de cette adresse, le titulaire s'engage à en informer le pouvoir adjudicateur dès que possible.

Un bordereau de prix est présent en annexe 8 (migration du matériel) et structuré par points : DAI – DM – DAS – AES – Matériel central ECS/CMSI. Cette base servira à calculer le montant de l'avenant éventuel à appliquer en plus ou au moins-value au marché.

## **6. DOCUMENTS CONTRACTUELS**

L'accord-cadre est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et ses annexes (dont la décomposition du prix global et forfaitaire, l'état des prix forfaitaires et le bordereau des prix unitaires), dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi,
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi,
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) du lot concerné dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi et ses annexes éventuelles,
- Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services - NOR : ECOM2106868A),
- Les bons de commandes,
- Le mémoire technique du titulaire, rédigé au moment de l'établissement de son offre, dans la mesure où les informations fournies ne sont pas contraires aux documents précités.

Par ailleurs, les documents généraux suivants sont également contractuels :

- Ensemble des normes et règlements détaillés au sein du CCTP.

Les documents visés ci-dessus sont supposés connus du titulaire du marché; celui-ci est tenu d'en accepter les clauses et conditions particulières qui seraient éventuellement contraires à ses conditions personnelles de vente ou à celles des organisations professionnelles.

## **7. PRIX ET REGLEMENT**

Les prix sont établis en euros. Ils seront indiqués hors taxes, avec le taux de TVA appliqué et les éventuelles taxes annexes (cf. article 7.2)

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres tel que défini sur la page de garde du règlement de consultation, appelé mois M<sub>0</sub>.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement la prestation et être réputés établis en application de la réglementation des prix à la date de l'offre.

Les prix hors taxes pour les prestations à effectuer selon les pièces contractuelles de l'accord-cadre comprennent :

- Les frais de main d'œuvre et ses charges, les indemnités diverses, les accessoires de salaires de la profession et les frais de déplacement ;
- La responsabilité civile et les assurances ;
- La fourniture à pied d'œuvre de tous les matériels, accessoires et outillages nécessaires à la bonne exécution des prestations ;
- Les difficultés susceptibles d'être rencontrées pour remplir les prescriptions de l'accord-cadre du fait de la présence des occupants ;
- Les bénéfices et frais généraux de l'entreprise.

### **7.1. FORME DES PRIX**

#### **7.1.1. PRESTATIONS REMUNEREES AU FORFAIT SELON LA DPGF ET L'EPF**

Les prestations suivantes sont forfaitaires : maintenance préventive avec fourniture des pièces détachées d'origine ou certifiées conformes par attestation du fabricant de (inclus l'état des lieux et la prise en charge des installations).

Les équipements ajoutés ou retirés des prestations de maintenance préventive en cours d'exécution de l'accord-cadre le seront sur la base de l'Etat des Prix Forfaitaires (EPF) remis par le candidat et entraîneront une modification des forfaits de maintenance indiqués au sein de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) remis par le candidat avec son offre.

Ces prestations forfaitaires sont rémunérées trimestriellement (trimestre civil : mars, juin, septembre et décembre).

Ces prestations font l'objet d'un bon de commande annuel (année civile) établi sur la base des prestations dues pour l'année civile à venir.

#### **7.1.2. PRESTATIONS REMUNEREES PAR PRIX DU BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES (BPU)**

Les prestations rémunérées à partir des prix du bordereau sont les suivantes :

- maintenance corrective sur bons de commande pour les interventions ne faisant pas partie des prestations forfaitaires.
- les pièces détachées,
- les migrations de matériel.

## 7.2. TAUX DE TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA. Les montants de factures sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Les prestations de maintenance et d'entretien sont éligibles au taux de TVA réduit, conformément aux dispositions suivantes :

- document [BOI-ANNX-000487](#)
- document [BOI-TVA-LIQ-30-20-90-20-20140929](#)
- document [BOI-TVA-LIQ-30-2090-30](#)

Les sites pouvant faire l'objet de l'application du taux de tva réduit sont identifiés dans le tableau ci-dessous :

CH	Sites	Taux TVA
Morvan	Tous bâtiments	Normal
Carhaix	Hôpital	Normal
Carhaix	EHPAD Persivien et Keravel	Réduit
Bohars	Blanchisserie	Normal
Bohars	Hôpital – unités d'hospitalisation	Réduit
Bohars	Hôpital – hors unités d'hospitalisation	Normal
Bohars	Centre René Fortin	Réduit
Delcourt-Ponchelet		Réduit
Winnicot		Normal
Moissan		Normal
CH Lesneven	Médecine SSR	Normal
CH Lesneven	EHPAD Le Cleusmeur, Le Dorguen	Réduit
CH Lanmeur		Normal
CH Saint Renan	Hôpital	Normal
CH Saint Renan	EHPAD	Réduit
CHP Morlaix	Tous bâtiments sauf EHPAD	Normal
CHP Morlaix	EHPAD Bélizal, An Haleg, Argoat	Réduit
CH Landerneau	Tous bâtiments sauf EHPAD et Psy	Normal
CH Landerneau	EHPAD Kanévéden, Ker Kuz Héol, KSH, Ty Sklaer, Pen an ty, Psychiatrie KIPFER	Réduit
CH Crozon		Normal
Tous sites	Tous bâtiments	Normal

## 7.3. REVISION – DISPOSITIONS COMMUNES – CLAUSE BUTOIR

Clause de sauvegarde : en cas de variation de plus de 2 %, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de modifier les clauses de variation de prix au titre de la clause de réexamen (voir article 5.5).

## 7.4. REVISION DES PRESTATIONS DE LA DPGF ET DE L'EPF

Les prix forfaitaires indiqués dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) et dans l'Etat des Prix Forfaitaires (EPF) [annexes financières du DCE - remis par le candidat et annexés à l'acte d'engagement - sont fermes pour les 12 premiers mois à compter de la date de début d'exécution des prestations (soit à l'issue de la période de préparation)].

Lors de l'ajout d'équipements à l'accord-cadre par voie d'avenant, il sera donc fait application des prix figurant à l'Etat des Prix Forfaitaire (EPF) et incluant les révisions éventuelles déjà appliquées à la date d'ajout du matériel.

Les coefficients sont arrondis au millième.

**La première révision** de prix annuelle a donc lieu 12 mois après le début d'exécution des prestations et s'appliquera au 1er jour du treizième mois d'exécution pour une durée de 12 mois selon la formule suivante :

$$P_1 = P_0 \times (0,15 + 0,70 \times \text{ICTREV-TS}_1 / \text{ICTREV-TS}_0 + 0,15 \times \text{FSD}_2 / \text{FSD}_0)$$

Dans laquelle :

- $P_1$  = Prix révisé hors TVA à la date anniversaire
- $P_0$  = Prix hors TVA applicable pour les douze premiers mois d'exécution des prestations
- $\text{ICTREV-TS}_1$  = Indice du coût horaire du travail tous salariés des industries mécaniques et électriques – applicable lors de la 1ère révision soit  $\text{ICTREV-TS}_0$  connu à la date de la révision
- $\text{ICTREV-TS}_0$  = Dernier indice du coût horaire du travail tous salariés des industries mécaniques et électriques connu lors de la remise des offres /  $M_0$
- $\text{FSD}_2$  = Indice « Frais et services divers – modèle de référence n°2 » applicable lors de la 1ère révision soit  $\text{FSD}_0$  connu à la date de la révision
- $\text{FSD}_0$  = Dernier indice « Frais et services divers – modèle de référence n°2 » connu lors de la remise des offres /  $M_0$

**La seconde révision** de prix annuelle a donc lieu 12 mois après la première révision selon la formule suivante :

$$P_2 = P_1 \times (0,15 + 0,70 \times \text{ICTREV-TS}_2 / \text{ICTREV-TS}_1 + 0,15 \times \text{FSD}_2 / \text{FSD}_1)$$

Dans laquelle :

$P_2$  = Prix révisé hors TVA à la date anniversaire

$P_1$  = Prix hors TVA révisé en n-1 (prix initial incluant la révision de prix précédente)

$\text{ICTREV-TS}_2$  = Indice du coût horaire du travail tous salariés des industries mécaniques et électriques applicable lors de la seconde révision soit  $\text{ICTREV-TS}_1$  connu à la date de la révision

$\text{ICTREV-TS}_1$  = indice du coût horaire du travail tous salariés des industries mécaniques et électriques utilisé lors de la révision précédente

$\text{FSD}_2$  = Indice « Frais et services divers – modèle de référence n°2 » applicable lors de la seconde révision soit  $\text{FSD}_1$  connu à la date de la révision

$\text{FSD}_1$  = Indice « Frais et services divers » utilisé lors de la révision précédente

Les prix ainsi révisés sont applicables à compter du 1er jour du premier mois suivant la date de révision des prix pour une durée de 12 mois et ainsi de suite pour les années suivantes.

Concernant les remises sur prix catalogue indiquées au sein du BPU, les taux proposés sont fixes pendant toute la durée du marché.

## 7.5. AVANCES ET ACOMPTES

Conformément à l'article R.2191-3 du Code de la Commande Publique, une avance peut être accordée au titulaire d'un accord cadre lorsque le montant de chaque bon de commande émis est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution du bon de commande est supérieur à deux mois.

Pour les commandes d'une durée inférieure à 12 mois : le montant de l'avance de chaque bon de commande remplissant les conditions ci-dessus, est fixé à 5 % (10% pour les PME en application de l'article R.2191-7 du Code de la Commande Publique) du montant de la commande

Pour les commandes d'une durée supérieure à 12 mois : le montant de l'avance de chaque bon de commande remplissant les conditions ci-dessus, est fixé à 5 % (10% pour les PME en application de l'article R.2191-7 du Code de la Commande Publique) du montant de la somme égale à 12 fois le montant du bon de commande divisée par la durée du bon de commande exprimée en mois.

Dans le cas où le titulaire souhaiterait le versement de cette avance, il lui sera demandé la production d'une garantie à première demande.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du bon de commande si un tel acte est prévu, ou à défaut, à partir de la notification du bon de commande.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

L'avance sera mandatée sur le vu d'une facture présentée par le titulaire.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles R2191-11 et R2191-12 du CCP et selon les modalités définies à la fiche DAJ :

[https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions\\_services/daj/marches\\_publics/conseil\\_acheteurs/fiches-techniques/execution-marches/avances-2020.pdf?v=1578396971](https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/marches_publics/conseil_acheteurs/fiches-techniques/execution-marches/avances-2020.pdf?v=1578396971)

Le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65 % du montant minimum TTC de la commande.

## **7.6. MODALITES DE REGLEMENT**

Le paiement est effectué par mandat administratif, après service fait sur présentation de la facture au centre hospitalier concerné sur le RIB du titulaire renseigné à l'acte d'engagement.

Dans le cas d'un groupement conjoint, le mandataire devra indiquer si un compte unique au nom du groupement est ouvert ou dans le cas contraire détailler dans son offre la répartition des paiements entre cotraitants pour les prestations réglées sur la base de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) et de l'Etat des Prix Forfaitaires (EPF).

Concernant le règlement des prestations sur bons de commande sur la base des Bordereaux des Prix Unitaires, celles-ci seront réglées au membre du groupement ayant émis le devis.

### **7.6.1. PROCEDURE DE DEMANDE DE PAIEMENTS DES PRESTATIONS FORFAITAIRES**

Il sera établi une facture trimestrielle distincte par établissement, par site pour les prestations forfaitaires.

La facture devra être émise dans le mois suivant le trimestre facturé.

La facture comportera, outre les mentions légales, les mentions suivantes :

- le numéro et l'intitulé de l'accord-cadre,
- la prestation facturée mentionnant le site concerné,
- le nom, le n° de SIRET et l'adresse du créancier,
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement,
- la date d'établissement de la facture,
- le montant forfaitaire annuel euros HT
- le taux de TVA et le montant de la TVA
- la période facturée,
- le montant trimestriel,
- les formules de révision et les indices utilisés ainsi que le coefficient en résultant, le cas échéant.
- La domiciliation bancaire tel qu'indiqué à l'acte d'engagement ; à défaut le RIB du marché devra être joint à la facture lors du dépôt sur CHORUS PRO

D'autre part, les factures ne seront traitées et mises en paiement que si toutes les prestations mentionnées au CCTP ont été réalisées pour chaque établissement concerné. En conséquence, le délai global de paiement ne démarrera qu'à compter de leur réception.

### **7.6.2. PROCEDURE DE DEMANDE DE PAIEMENTS DES PRESTATIONS SUR COMMANDE AU BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES (BPU)**

Il sera établi une facture par commande portant, outre les mentions légales, les mentions suivantes :

- Les références de l'accord-cadre ;
- La prestation facturée ou le bon de commande facturé avec le site concerné ;
- Le nom, le n° de SIRET et l'adresse du créancier ;
- La date de l'émission de la facture
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- La référence article de la ligne inscrite au BPU ;
- Le libellé article de la ligne inscrite au BPU ;
- Le prix unitaire hors TVA de l'article correspondant au BPU ;
- La quantité commandée ;
- Le prix total hors TVA ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant total TTC.
- La domiciliation bancaire tel qu'indiqué à l'acte d'engagement ; à défaut le RIB du marché devra être joint à la facture lors du dépôt sur CHORUS PRO

En cas de remise sur les pièces détachées, le titulaire devra fournir le justificatif du prix d'achat à l'appui du devis,

Il est rappelé que les factures ne pourront correspondre qu'aux prestations d'une seule commande : il y aura a minima autant de factures que de commandes.

D'autre part, les factures ne seront traitées que si les prestations et travaux ont été réceptionnés par l'établissement partie. En conséquence, le délai global de paiement ne démarrera qu'à compter de l'admission des prestations.

### 7.6.3. PROCEDURE DE REGLEMENT DES FACTURES

L'ordonnance du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique prévoit une dématérialisation des demandes de paiement à présent applicable à l'ensemble des entreprises quelle que soit leur taille.

Dans le cadre de l'exécution de cet accord-cadre, le pouvoir adjudicateur exige donc le dépôt de l'ensemble des factures sur CHORUS.

Pour les factures devant être déposées sur Chorus, ce dépôt sera fait en utilisant le SIRET de votre structure (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>) et en utilisant les identifiants ci-dessous.

Vous trouverez des supports sur la plate-forme communauté Chorus Pro :  
<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/fiches-pratiques/>

Cette plate-forme est accessible sans identifiant ni mot de passe.

Trois mentions obligatoires ont été instaurées par le décret du 2 novembre 2016 pour permettre l'acheminement des factures électroniques par Chorus Pro :

- L'identifiant de l'émetteur et du destinataire sur Chorus Pro (SIRET ou numéro de TVA intracommunautaire, RIDET, numéro TAHITI, etc.) ; N° SIRET de chaque établissement du GHT BRETAGNE OCCIDENTALE
- Le « code service » permettant d'identifier le service exécutant, chargé du traitement de la facture, au sein de l'entité publique destinataire, lorsque celle-ci a décidé de créer des codes services afin de faciliter l'acheminement de ses factures reçues ; les codes services de chaque unité de gestion et de chaque service seront communiqués aux titulaires lors de la notification du marché
- Le « numéro d'engagement » qui correspond à la référence à l'engagement juridique (numéro de bon de commande, de contrat, ou numéro généré par le système d'information de l'entité publique destinataire) et est destiné à faciliter le rapprochement de la facture par le destinataire ; le numéro d'engagement correspond au n° de bon de commande, ou en l'absence de bon de commande, au n° d'accord-cadre notifié à l'attributaire.

Vous trouverez ci-après les codes CHORUS des différents établissements membres du GHT de Bretagne Occidentale :

CHORUS PRO – CHU de BREST (dont le site de CARHAIX)	
Identifiant Structure	20002305900013

Service	Direction des achats et de la logistique
Code(s) service(s)	EN
Engagement	OBLIGATOIRE
<b>CHORUS PRO – CH CROZON</b>	
Identifiant Structure	26290010300017
Service	Economat-finance
Code(s) service(s)	EC ou FI
Engagement	N° d'accord-cadre ou BC - A défaut : 1
<b>CHORUS PRO – CH LANDERNEAU</b>	
Identifiant Structure	26290003800015
Service	DSEL
Code(s) service(s)	HA_DSEL_2
Engagement	OBLIGATOIRE – N° de commande
<b>CHORUS PRO – CH LANMEUR</b>	
Identifiant Structure	26290013700015
Service	Service économique
Code(s) service(s)	10
Engagement	OBLIGATOIRE – N° de l'accord-cadre
<b>CHORUS PRO – CH LESNEVEN</b>	
Identifiant Structure	262 900 129 000 12
Service	<b>Services Economique, Logistique et Travaux</b>
Code(s) service(s)	ACHATS
Engagement	facultatif
<b>CHORUS PRO – CENTRE HOSPITALIER DES PAYS DE MORLAIX</b>	
Identifiant Structure	26290009500015
Service	DALT
Code(s) service(s)	T
Engagement	OBLIGATOIRE
<b>CHORUS PRO – CH LEJEUNE ST RENAN</b>	
Identifiant Structure	262 900 111 00028
Service	ECONOMAT
Code(s) service(s)	9100
Engagement	OBLIGATOIRE - N° DE COMMANDE

## 7.7. INTERETS MORATOIRES

En application de l'article R.2192-11 du CCP, le délai de paiement maximum est fixé à 50 jours à compter de la date de réception des factures par l'établissement partie à l'accord-cadre.

Le dépassement ouvre de plein droit, le versement d'intérêts moratoires.

Conformément au décret n°2013-269 du 29 mars 2013, le taux des intérêts moratoires est celui appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile en cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

## **7.8. REMUNERATION DES SOUS-TRAITANTS**

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de son accord-cadre.

Le sous-traitant bénéficie du paiement direct conformément à l'article R2193-10 du CCP dès que le montant TTC est supérieur à 600 euros.

Depuis le 01/01/2014, le paiement des sommes dues au sous-traitant est HT.

Le titulaire de l'accord-cadre s'acquitte des sommes dues au titre de la TVA pour la totalité de l'accord-cadre y compris pour les montants sous-traités.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de l'établissement exécutant le marché au titulaire de l'accord-cadre, sous pli recommandé avec accusé de réception ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.

## **7.9. PERMANENCE ET CONTINUITE DES PRESTATIONS**

Le titulaire est tenu d'assurer sans interruption l'exécution des prestations prévues. En cas de défaillance du titulaire, le pouvoir adjudicateur peut pourvoir à son remplacement par toute personne ou tous moyens appropriés, aux frais et risques du titulaire en application de l'article 45 du CCAG-FCS.

## **7.10. REMISE EN ETAT DES INSTALLATIONS EN FIN DE MARCHE**

Dans le cadre de ses obligations contractuelles, le titulaire s'engage à laisser, en fin d'accord-cadre et même en cas de résiliation anticipée, les installations et équipements tel que défini au CCTP.

## **7.11. AUTRES DISPOSITIONS GENERALES**

Les correspondances, réunions et discussions relatives au marché se déroulent en langue française : il appartient au titulaire de désigner, pour l'exécution du marché, une équipe ayant la maîtrise de la langue française.

## **8. ADMISSION - GARANTIE**

Les dispositions du CCAG-FCS s'appliquent y compris pour la période de garantie sauf dispositions contraires prévues au CCTP.

## **9. DELAI DE REALISATION – PENALITES**

Les délais de réalisation attendus pour chaque prestation sont détaillés au CCTP pour les prestations forfaitaires.

Les prestations qui ne sont pas fournies en concordance avec les conditions particulières du CCTP sont considérées comme étant non conformes. En cas de non-conformité des prestations par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées selon les dispositions présentées dans le tableau ci-dessous, dérogoire au CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités de retard sont applicables dès le 1<sup>er</sup> euro.

Les pénalités applicables dans le cadre de l'accord-cadre sont cumulables et applicables sur la facture du trimestre échu pour les prestations au forfait ou du bon de commande dans les autres cas.

- Retard dans la remise d'un livrable issue de l'annexe Livrable du CCTP : pénalités applicables de **100€** par jour de retard
- Retard non justifié dans l'exécution de la maintenance préventive vis-à-vis du planning prévisionnel établi en accord avec les représentants de chaque établissement : pénalités applicables de **100€** par jour de retard
- Retard dans la réalisation d'une prestation faisant l'objet d'un délai fixé au bon de commande : pénalités applicables de **100€** par jour de retard
- Non-respect du délai de remise en état fonctionnel d'un équipement SSI : pénalités applicables de **100€** par heure de retard
- Retard dans la levée des réserves suite aux essais réglementaires, visite triennale ou visite périodique de la CCDSA : pénalités applicables de **200€** par jour de retard
- Retard dans la remise du Rapport Annuel : pénalités applicables de **50€** par jour de retard
- Retard dans la mise en place du « portail web client » : pénalités applicables de **100€** par jour de retard  
Ce portail WEB doit être exploitable par les établissements partie à l'accord-cadre au plus tard 3 mois après la notification du marché.
- Retard dans la formation des agents habilités à exploiter les SSI : pénalités de **50 €** par jour de retard.
- Retard dans la remise en état fonctionnel d'une unité d'aide à l'exploitation « UAE » : **100 €** par heure de retard.
- Non-respect du délai de mise en service d'un dispositif actionné de sécurité DAS : **50 €** par heure de retard.

De plus, si une défaillance des installations est constatée suite à un défaut avéré de maintenance ou de conseil sur l'amélioration des installations ou des pratiques, le titulaire pourra se voir imputer les éventuels frais qui pourraient découler de ce dysfonctionnement.

Lorsque les pénalités sont applicables par tranche horaire, toute tranche horaire entamée est exigible au titre des pénalités.

Pénalités au titre de l'article L.8222-6 du Code du Travail :

Conformément à l'article L.8222-6 du Code du Travail, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du même Code, il pourra lui être appliqué une pénalité journalière de 100€ H.T., dans la limite des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 et de 10 % du montant de l'accord-cadre.

## **10. RESILIATION DU MARCHE**

L'accord-cadre pourra être résilié suivant les dispositions prévues au chapitre 7 des CCAG-FCS.

Par dérogation au chapitre 7 du CCAG-FCS, le titulaire ne pourra prétendre en aucun cas au versement d'une indemnité.

La résiliation sera prononcée par lettre recommandée avec accusé de réception et dans les conditions définies dans le courrier de résiliation

### **10.1. RESILIATION A L'INITIATIVE DU POUVOIR ADJUDICATEUR**

Les cas de résiliation du marché sont ceux prévus au CCAG applicable aux marchés publics de fournitures courantes de services.

En complément aux dispositions des CCAG-FCS, la résiliation du présent marché pourra par ailleurs être prononcée sans indemnité et aux torts du titulaire dans l'un des cas suivants :

- Non-respect des obligations inscrites au CCTP du marché,
- Non-respect des dispositions de la législation ou de la réglementation du travail,
- Actes frauduleux portant sur la nature, la qualité ou la quantité des prestations à réaliser,
- Abandon de chantier par le titulaire, ou l'un de ses sous-traitants,
- Tentative du titulaire pour tromper sur la qualité des fournitures ou des prestations,
- Non-respect par le titulaire des normes applicables aux prestations du marché,
- Non-présentation, dans les délais impartis, des justificatifs d'assurances,
- Non-réévaluation des montants maxima garantis par l'assurance du titulaire, malgré la demande expresse du maître d'ouvrage,
- Cession du présent marché.

Dans le cas d'une résiliation pour faute du titulaire, la décision de résiliation interviendra après que le titulaire ait été informé de la sanction envisagée, et invité à présenter ses observations dans un délai indiqué dans la mise en demeure.

Par ailleurs, le GHT Bretagne Occidentale se réserve le droit de demander toutes indemnités compensatrices du fait de la dégradation dûment constatée des installations non entretenues ou des troubles subis par les usagers.

## **10.2. RESILIATION A L'INITIATIVE DE L'UNE OU L'AUTRE DES PARTIES**

Le marché peut par ailleurs être résilié de plein droit à la demande de l'une des parties, et sans indemnité, dans les cas suivants :

### **10.2.1. MODIFICATION SIGNIFICATIVE DES CONDITIONS D'EXPLOITATION**

Lorsque l'un des établissements du GHT Bretagne Occidentale procède à la rénovation ou à la modification des installations, notamment dans le cadre d'opérations de transformation des ouvrages ou de restructuration des bâtiments, entraînant une modification significative des conditions d'exploitation des installations, si aucun accord amiable suite à la mise en œuvre de la clause de réexamen sur les nouvelles conditions d'exploitation ne peut être trouvé entre les parties, le marché peut être résilié de plein droit à la demande de l'une des parties

### **10.2.2. CAS DE FORCE MAJEUR**

Dans un cas de force majeure, après avoir recherché toutes les mesures à prendre afin d'éviter un arrêt définitif des prestations et organiser la poursuite de l'exploitation, s'il s'avère qu'aucune solution ne peut être trouvée, le marché peut être résilié de plein droit à la demande de l'une des parties.

Nota :

D'une façon générale, sont assimilés à un cas de force majeure, tous les faits et événements impossibles à prévoir ou à éviter et qui mettent le titulaire dans l'impossibilité absolue d'exécuter tout ou partie de ses engagements.

Dans tous les cas de force majeure prolongée entraînant ou risquant d'entraîner des restrictions permanentes, des accidents graves à l'installation ou même un arrêt de longue durée du chauffage, l'exploitant titulaire devra proposer au gestionnaire :

- Une adaptation provisoire du contrat à cette situation, notamment dans ses clauses de facturation
- Prendre, quelles que soient les circonstances, toute mesure urgente pour éviter les accidents

## **11. CONTENTIEUX**

Le présent accord-cadre est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de : Tribunal Administratif de Rennes, Hôtel de Bizien – 3 Contour de la Motte – CS 44416 – 35044 RENNES CEDEX (Tél. : 02.23.21.28.28)

A défaut de parvenir à un accord amiable, et avant de saisir la juridiction compétente, pour les litiges nés de l'exécution du marché, les parties peuvent convenir de saisir le comité consultatif de règlement amiable qui est chargé de trouver une solution amiable et équitable (conformément à l'article R. 2197-1 du Code de la Commande Publique).

## **12. DEROGATIONS AU CCAG-FCS**

Article 9 déroge aux articles 14.1.2. et 14.1.3. du CCAG-FCS

Article 10 déroge au chapitre 7 du CCAG-FCS

## **13. COMPTABLES ASSIGNATAIRES**

Le Trésorier Principal de chaque établissement partie au présent accord-cadre est chargé du paiement des prestations délivrées dans le cadre de celui-ci.

Pour le CHU de BREST, le CH FERDINAND GRALL de LANDERNEAU, le CH de LESNEVEN, le CH de LANMEUR, le CHP MORLAIX et le CH LE JEUNE de SAINT RENAN :

Monsieur le Trésorier Principal  
Centre des Finances Publiques  
Trésorerie Brest CH  
8 rue Duquesne – BP 91066  
29609 Cedex

Pour le CH de CROZON :  
Trésorerie de Crozon  
22 rue Yves Le Gallo  
29160 Crozon